



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 27 mars 2024

Politique étrangère et européenne	2
Sécurité	2
La Sûreté nationale a publié son rapport annuel qui définit la Russie comme la première menace pour la sécurité nationale	2
Frontière orientale	2
Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, la Finlande a reçu un soutien international « énorme » pour tenter de résoudre le problème de la frontière orientale par une loi	2
Critiques particulièrement sévères de la part des gardes-frontières sur le projet de « loi de renvoi » du gouvernement	3
Réunion des ministres de l'Agriculture	4
La Finlande tente d'assouplir la loi contre la déforestation	4
Point de vue	5
La Finlande a réussi à détruire sa nature toute seule – mais est-elle capable de la restaurer sans la tutelle de l'UE ?	5
Elections européennes	5
Les Finlandais seraient plus intéressés à voter aux élections européennes	5
Principales candidatures en Finlande pour les élections européennes	6
Economie	7
Forte hausse du nombre de chômeurs en février	7
Selon Etna, la reprise de l'économie finlandaise commencera à la fin de l'année - les perspectives à long terme sont incertaines	8
EK et EastCham Finlande ouvrent un bureau à Kiev	8
Sami – Peuple autochtone	9
Le colonialisme dans la législation finlandaise menace le peuple sami	9
Démographie	10
Le taux de natalité est en forte baisse – on ne sait pas vraiment pourquoi	10

Politique étrangère et européenne

Sécurité

La Sûreté nationale a publié son rapport annuel qui définit la Russie comme la première menace pour la sécurité nationale

La Supo a donné une conférence de presse, hier, pour présenter son rapport. Le chef par intérim Teemu Turunen note que la Russie considère la Finlande comme un pays hostile et exerce contre elle de l'espionnage et de l'influence. Il faut que la Finlande se prépare à des activités malveillantes à présent et sur le long terme. Le secteur cyber ainsi que les infrastructures critiques sont des cibles. L'immigration instrumentalisée est un bon moyen de tenir la Finlande sur ses gardes, selon Tanner.

La Supo estime que la Russie est la menace la plus importante pour la sécurité de la Finlande et que les faibles relations avec ce pays constituent un nouvel état normal des choses.

La Russie constituera un souci pour la Finlande dans l'avenir proche, mais la situation n'est pas exceptionnelle du fait que beaucoup de pays européens vivent une situation similaire depuis longtemps.

La Supo estime toutefois que l'attention de la Russie se porte ailleurs que sur la Finlande et une menace militaire dans un avenir proche n'est pas probable. La Supo estime d'ailleurs que la Russie a ses limites en ce qui concerne ses forces, en raison de la guerre, mais également parce que son action n'est pas toujours logique et qu'elle ne connaît pas bien les sociétés occidentales ni n'arrive à prévoir leurs réactions.

Selon la Supo, le poids de la Russie diminue. Son économie qui s'appuie sur le pétrole diminue fortement en même temps que les autres sont en transition vers les énergies renouvelables.

Helsingin Sanomat estime que dans un contexte différent, le terrorisme aurait été le premier sujet du rapport, maintenant devancé par les inquiétudes sur la Russie. Turunen indique que pour la Supo, depuis le début de son existence, prévenir l'influence malveillante a été sa priorité, et qu'il est bien de pouvoir le dire à haute voix aujourd'hui.

HS/A8-9

Lire en anglais le communiqué et le rapport de la Supo :

<https://supo.fi/en/-/the-threat-of-russian-intelligence-and-malign-influence-remains-elevated-in-finland>

Frontière orientale

Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, la Finlande a reçu un soutien international « énorme » pour tenter de résoudre le problème de la frontière orientale par une loi

La Finlande a discuté de la situation à la frontière orientale et de la « loi de renvoi » en cours d'élaboration avec ses pays partenaires et les organisations de l'ONU, a déclaré mardi la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen lors de sa conférence de presse avec le ministre suédois des Affaires étrangères Tobias Billström.

"Nous avons reçu énormément de soutien et de compréhension sur le fait que nous allons chercher des solutions par le biais de la législation", a déclaré Valtonen.

Selon Billström, la Suède comprend et soutient la décision de la Finlande de fermer la frontière et regrette que la Russie utilise des personnes pour une immigration « instrumentalisée ».

Selon Valtonen, la sécurité nationale de la Finlande est menacée et la Finlande est donc obligée d'agir.

"C'est aussi la frontière extérieure de l'UE et de l'OTAN, nous sommes donc également responsables vis-à-vis de nos partenaires et pays alliés", dit-elle.

La procédure des avis sur le projet de loi s'est terminée lundi. Selon Valtonen, le gouvernement va maintenant décider des mesures supplémentaires concernant la loi.

HS

Critiques particulièrement sévères de la part des gardes-frontières sur le projet de « loi de renvoi » du gouvernement

Les responsables occupant des postes importants dans l'administration des gardes-frontières soulignent que les gardes-frontières devraient, dans la pratique, violer leurs obligations s'ils devaient appliquer la future loi d'exception actuellement à l'étude par le gouvernement, également appelée "loi de renvoi".

La déclaration écrite diffusée au nom des fonctionnaires de cette administration a été signée par Martti Ant-Wuorinen, directeur-adjoint du département juridique des gardes-frontières, Tuire Metso, directeur de l'unité de contrôle de la légalité, et Silja Hallenberg, directrice de l'unité des services juridiques.

Helsingin Sanomat relève que leur supérieure, la directrice du service juridique des gardes-frontières, Sanna Palo, était présidente du groupe de travail qui a préparé la loi d'exception.

Selon le communiqué de presse contenant la déclaration, la loi violerait les principes fondamentaux de l'ordre public finlandais, de la constitution et de l'État de droit. En outre, cela conduirait les gardes-frontières à agir contrairement à leurs devoirs de fonctionnaires.

"Les contradictions évidentes entre le projet de loi et d'autres lois contraignantes pour les fonctionnaires conduisent à une situation où le fonctionnaire qui appliquerait et exécuterait la loi d'exception ne pourrait en pratique pas ne pas violer en même temps ses devoirs de fonctionnaires", indique le communiqué.

En d'autres termes, un garde-frontière appliquant et faisant respecter l'éventuelle loi d'exception s'exposerait à des poursuites pénales.

Selon le communiqué, il est « pratiquement certain que l'application de la loi conduirait à la violation des droits fondamentaux et humains absolus ».

"En outre, il est clair que la loi n'empêchera probablement pas la Russie de continuer à instrumentaliser les personnes à la frontière orientale."

Sakari Melander, professeur de droit pénal à l'Université d'Helsinki, souligne que les problèmes juridiques soulevés par les gardes-frontières sont importants.

"Le manquement aux devoirs de fonctionnaires peut également être fondé sur la violation des droits fondamentaux et des droits de l'homme. D'un autre côté, le fonctionnaire doit se conformer à l'éventuelle loi d'exception et en même temps aussi aux obligations fondamentales et aux droits de l'homme ».

Selon Melander, l'adoption d'une loi aussi contradictoire [avec les droits fondamentaux] serait très problématique, ne serait-ce que du point de vue de la sécurité juridique des gardes-frontières.

"Les gardes-frontières se retrouveraient dans une situation déraisonnable."

Dans plusieurs accords internationaux, l'interdiction juridiquement contraignante du refoulement signifie que nul ne peut être expulsé ou empêché d'entrer dans le pays s'il risque la peine de mort, la torture, la persécution ou tout autre traitement inhumain ou dégradant. L'interdiction du renvoi est un droit humain fondamental et absolu auquel on ne peut déroger en aucune circonstance. En général, la Constitution n'autorise pas la promulgation d'une loi qui serait en conflit avec les obligations internationales contraignantes en matière de droits de l'homme.

En outre, la loi sur les gardes-frontières stipule spécifiquement que les garde-frontières doivent respecter les droits fondamentaux et les droits de l'homme. Dans l'exercice de ses pouvoirs, un garde-frontière doit choisir parmi les alternatives possibles celle qui favorise le mieux la réalisation de ces droits.

"Il y a une contradiction importante dans le projet de loi, car la loi d'exception doit être appliquée, mais en même temps, la mettre en oeuvre entraînerait une violation du devoir officiel du fonctionnaire, dès lors que les droits fondamentaux et les droits de l'homme ne seraient pas respectés. La Constitution stipule que l'autorité publique doit garantir le respect des droits fondamentaux et des droits de l'homme", explique Tatu Hyttinen, professeur de droit pénal à l'Université de Turku.

HS

Réunion des ministres de l'Agriculture

La Finlande tente d'assouplir la loi contre la déforestation

La Finlande fait partie du front qui s'est opposé au règlement sur la déforestation lors de la réunion des ministres hier à Bruxelles.

La ligne du gouvernement finlandais et de Petteri Orpo visant à bloquer les réglementations environnementales de l'UE s'est à nouveau poursuivie hier lorsque la Finlande a rejoint le front des Etats membres opposés à la réglementation sur la déforestation.

Le cabinet du ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah a confirmé que la Finlande se joignait à l'initiative du ministre autrichien de l'Agriculture, qui vise à retarder la mise en œuvre du règlement européen pour lutter contre la déforestation qui a pourtant déjà approuvé.

Ce groupe d'Etats membres tente d'obtenir des assouplissements de la réglementation, même si celle-ci a été approuvée et publiée il y a près d'un an, en juin dernier. La Suède, l'Italie et la Pologne font partie de ce groupe qui réclament un report de la mise en œuvre et des changements.

Récemment, la Finlande a freiné d'autres réglementations environnementales à Bruxelles. Ainsi dans la directive sur la responsabilité des entreprises, la Finlande a réussi à supprimer le droit de recours collectif associé à la directive. Dernièrement la Finlande, sous la direction du ministre de l'Environnement Kai Mykkänen, s'est opposée au règlement sur la restauration de la nature.

Cette fois, il s'agissait de la réglementation européenne contre la déforestation. Le règlement tente de minimiser la part de l'UE dans la déforestation mondiale en interdisant, par exemple, l'importation de cacao ou de café, dont la production provoque une déforestation permanente dans le monde. Mais le règlement s'applique également aux producteurs de la zone européenne pour différents produits. En Finlande, cela inclut la viande bovine et le bois, dont la production ne devrait plus entraîner de perte permanente de forêt à partir du début de l'année prochaine.

En Finlande, Metsäteollisuus ry a déclaré que les zones couvertes par la réglementation finlandaise devraient être réduites. L'organisation reproche surtout à la réglementation d'alourdir la charge de déclaration, dès lors que les informations sur l'origine de matière première de chaque produit devraient pouvoir être stockées et partagées.

Bien que le règlement ait déjà été approuvé, on attend des règles de mise en œuvre plus détaillées de la Commission européenne. C'est urgent car le règlement entrera en vigueur au début de l'année prochaine.

En Finlande, les producteurs de viande bovine craignent que l'abattage, même d'une petite zone forestière, pour faire place à une nouvelle grange par exemple, fasse passer la viande comme produite en violation de la nouvelle réglementation.

Selon les informations de Helsingin Sanomat, la Finlande est perturbée par la réglementation sur la déforestation, en particulier justement par la situation des producteurs finlandais de viande bovine. La Finlande a également des exigences liées au statut des propriétaires forestiers.

L'objectif de la Finlande est d'assouplir les règles de mise en œuvre du règlement afin d'éviter de telles situations. La Finlande propose comme solution un seuil limite d'un demi-hectare. Cela signifierait que couper moins d'un demi-hectare de forêt et convertir cette zone à un autre usage ne serait pas encore considéré comme une déforestation.

Cependant, le groupe piloté par le ministère autrichien de l'Agriculture – et la Finlande en fait partie – est prêt, si nécessaire, à exiger que le contenu du règlement soit également ouvert.

En Finlande, la mise en œuvre est contrôlée par le ministère de l'Agriculture et des Forêts. Le groupe de travail exécutif national relevant du ministère comprend des représentants de l'industrie forestière et agro-alimentaire, de la confédération finlandaise des producteurs agricoles et forestiers (MTK) et de son organisation sœur SLC, mais pas un seul représentant des organisations environnementales.

Maija Kaukonen, experte internationale sur les forêts au sein de l'organisation environnementale WWF, affirme qu'elle a suivi avec inquiétude les efforts de la Finlande d'atténuer et retarder la mise en œuvre du règlement.

"Nous sommes déçus que la Finlande ait rejoint ce groupe. Cela envoie un signal négatif", dit-elle.

Selon Kaukonen, le règlement sur la déforestation est « l'une des réglementations les plus ambitieuses jamais adoptées au niveau européen ».

Le règlement a nécessité des années d'élaboration et a pris en compte les échecs de la législation européenne précédente dans la lutte contre la déforestation mondiale.

Kaukonen dit comprendre les inquiétudes suscitées par le calendrier et, par exemple, les ambiguïtés concernant des investissements dans la construction de granges pour les exploitations bovines.

"Toutefois, interférer avec ces mesures ne devrait pas empêcher l'objectif principal de la loi, à savoir la prévention de la déforestation provoquée par la consommation européenne."

HS

Point de vue

La Finlande a réussi à détruire sa nature toute seule – mais est-elle capable de la restaurer sans la tutelle de l'UE ?

La nature sous-marine est en train de disparaître le long de la côte finlandaise, titrait vendredi dernier Turun Sanomat. Il n'est pas nécessaire de chercher très loin pour trouver des titres équivalents sur la nature et le climat. En février, des chercheurs de l'Université de Turku ont averti que l'appauvrissement de la nature menaçait la sécurité des Finlandais, et en décembre, le Panel de la nature a déclaré que l'appauvrissement de la nature finlandaise était tel que sa réparation coûterait des milliards. Le même mois, un rapport sur l'état de l'environnement marin de la Finlande indiquait que l'état de la mer de l'archipel ne s'était pas amélioré ces dernières années. L'actualité scientifique semble mener sa propre vie, sans aucun effet sur la réalité dans laquelle les décisions concernant la nature sont prises. Ou que faut-il penser du fait des pays de l'UE, y compris la Finlande, ont durci leur position à la dernière minute pour empêcher l'adoption du règlement sur la restauration de la nature ? Il existe pourtant un large consensus scientifique sur la nécessité d'une restauration de la nature.

Le débat public sur la restauration de la nature repose sur des peurs, voire sur de purs malentendus. C'est aussi en partie un échec du journalisme. Bien sûr, il est facile de croire que le règlement était une tentative des méchants bureaucrates de l'UE de détruire la Finlande, qui prenait bien soin de ses forêts.

Avec une lecture plus sereine, on pourrait comprendre que l'objectif du règlement était d'amener les États membres à réellement honorer les engagements qu'ils avaient déjà pris pour restaurer le bon état de la nature. Des mesures en faveur de la nature qui devraient être prises pour la Finlande et les Finlandais eux-mêmes, mais surtout pour la nature finlandaise, et pas pour les autres pays membres.

En matière de politique relative à la nature, les gouvernements, quelle que soit leur couleur, ont beaucoup de paroles mais peu d'actions. Par exemple, suite aux décisions du gouvernement actuel, les crédits destinés à la protection de l'eau diminueront considérablement. Le ministre du Climat et de l'Environnement, Kai Mykkänen a déclaré la semaine dernière lors de l'heure des questions orales au Parlement, que le gouvernement continuerait à lutter contre la perte de la nature, « en faisant preuve de bon sens ». Il serait utile maintenant de montrer comment la Finlande, par ses actions nationales, peut restaurer sa nature, dès lors que l'on part de l'idée qu'elle entend respecter ses engagements. Jusqu'à présent on n'y est pas arrivé.

On a réussi à détruire la nature tout seul, ici en Finlande, sans l'aide de Bruxelles. La question est désormais : peut-on également la restaurer ?

TS

Elections européennes

Les Finlandais seraient plus intéressés à voter aux élections européennes

Selon une enquête menée par Uutismedia, voter aux élections européennes semble intéresser davantage les Finlandais qu'en 2019. Selon l'enquête, 55% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles voteraient certainement aux élections. De plus, nombreux sont ceux qui envisagent de voter.

Cependant, même si les intentions de vote ont augmenté de plus de 10 points par rapport aux élections européennes précédentes, le taux de participation ne devrait pas beaucoup dépasser 50%. Lors des élections européennes de 2019, le taux de participation en Finlande était de 42,7.

Les Finlandais de plus de 65 ans sont les plus sûrs de voter. Les sympathisants des Vrais Finlandais et des démocrates-chrétiens sont les moins sûrs de voter.
HS

Principales candidatures en Finlande pour les élections européennes

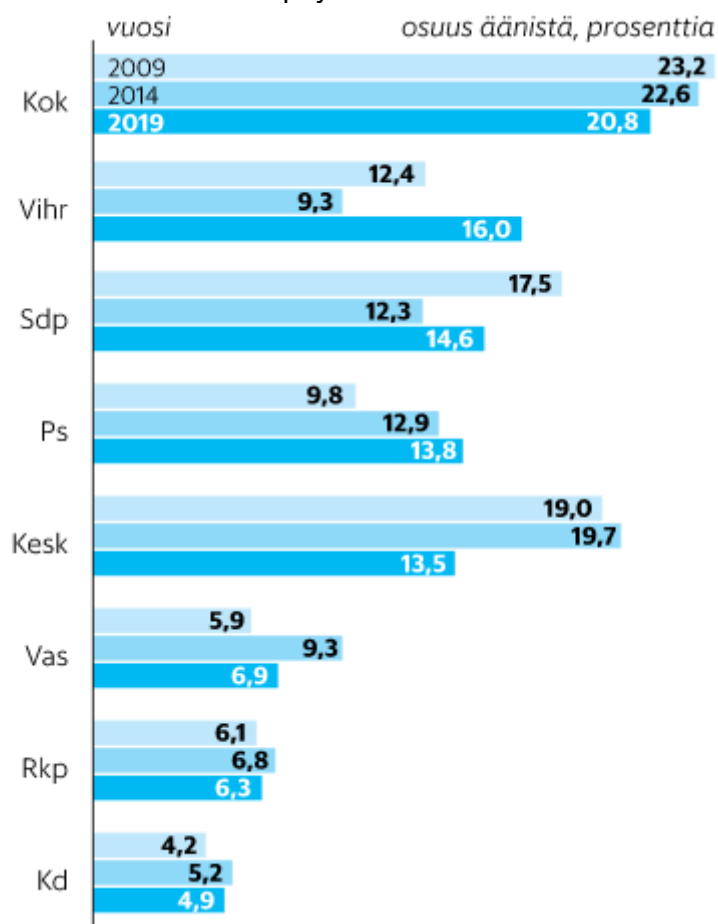
Aux élections européennes en juin, 15 députés seront élus de Finlande. Helsingin Sanomat relève que pour faire élire un de ses candidats, il faut qu'un parti obtienne plus de 100 000 voix.

Aux dernières européennes de 2019, la Coalition nationale a obtenu trois sièges avec presque 400 000 voix ce qui représentait bien plus de 20 % des suffrages.

Contre 13 sièges la fois précédente, la Finlande en a 15 cette fois.

Les partis politiques ont des listes de candidats convaincantes constituées de anciens ou actuels ministres, députés, eurodéputés, personnalités d'avenir.

Les secrétaires de partis interviewés soulignent que, même si l'élection est nationale, les gens ont une préférence pour les candidats de leur propre région. Il faut ainsi que parmi les au maximum 20 candidats de chaque parti, les régions soient bien représentées à côté des candidats connus dans l'ensemble du pays.



Audience des partis lors des trois dernières élections européennes (Kok : coalition nationale, Vihr : Verts ; Sdp : PSD ; Ps : Vrais finlandais ; Kesk : Centre ; Vas : Alliance des Gauches ; Rkp : parti populaire suédois ; Kd : Chrétiens-démocrates)

La Coalition nationale qui, à l'exception des élections de 1996, a toujours été le premier parti aux européennes, brigue un quatrième siège. Ses électeurs sont plus enthousiastes pour voter en général et pour les élections européennes en particulier, par rapport aux Finlandais en moyenne. Les actuelles députées européennes Henna Virkkunen et Sirpa Pietikäinen se représentent, tandis que Petri Sarvamaa non car il deviendra membre de la Cour des comptes européenne. Les députés Aura Salla, Susanne Päivärinta, Ville Kaunisto et Pekka Toveri ainsi que l'ancien député Janne Sankelo sont sur la liste du Kokoomus.

Les Verts avaient eu deux eurodéputés aux dernières européennes, dont l'un se présente, Ville Niinistö, et l'autre non, Heidi Hautala. Alviina Alametsä qui est devenue eurodéputée suite au Brexit, ne se représente pas non plus. Parmi les candidats cette fois, il y a notamment Maria Ohisalo, ancienne ministre et présidente du parti, Atte Harjanne, président du groupe parlementaire et Krista Mikkonen, ancienne ministre.

La secrétaire des Verts estime qu'il faudrait 15 à 16% des voix pour que les Verts puissent conserver leurs trois sièges. L'audience du parti au dernier sondage de Helsingin Sanomat, 8,1 %, est loin de cet objectif.

Le PSD a deux sièges, dont celui d'Eero Heinäluoma a été obtenu avec le résultat record des élections de l'époque, 128 000 voix. Il souhaite renouveler son mandat tandis que Miapetra Kumpula-Natri rentre au Parlement national. Les députés Suna Kymäläinen, Maria Guzenina et Ville Merinen se présentent. Obtenir un troisième siège nécessiterait, selon le parti, 17 à 19 % des voix.

Les Vrais Finlandais ont deux sièges. Le parti a eu du mal à mobiliser les siens pour voter, mais dans l'UE on prévoit généralement une montée aux partis de droite populiste, ce qui pourrait les motiver. Le parti a quitté le groupe ID pour celui, plus modéré, des conservateurs et réformistes, ECR.

Sur sa liste, il y a nombre de députés et anciens députés, tels que Vilhelm Junnila, Mauri Peltokangas, Sebastian Tynkkynen, Ari Koponen, Sanna Antikainen et Veikko Vallin.

Le parti brigue un troisième siège, ce qui nécessiterait un score de 17 à 18 %.

Teuvo Hakkarainen ne serait pas parmi les candidats malgré son souhait, tandis que Pirkko Ruohonen-Lerner qui a remplacé Laura Huhtasaari rentrée au Parlement national, hésite encore.

Le Centre a deux sièges. Elsi Katainen souhaite continuer, à l'inverse de Mauri Pekkarinen. Parmi les candidats, les députés Katri Kulmuni, Mika Lintilä et Petri Honkonen, tous des anciens ministres, ainsi que Timo Kaunisto, ancien député.

Le parti brigue trois sièges, mais maintenir les deux est un défi.

L'Alliance des gauches souhaiterait deux sièges et présente Li Andersson, Jussi Saramo et Merja Kyllönen, tous avec une expérience ministérielle et Kyllönen également ancienne eurodéputée. Riku Nieminen, comédien, est connu dans toute la Finlande. L'unique eurodéputée actuelle, Silvia Modig, ne se présente pas.

Selon les calculs de l'organe du parti Kansan Uutiset, obtenir deux sièges n'est pas exclu si les électeurs se mobilisent. A la présidentielle, Andersson a obtenu plus de 158 000 voix.

Le Parti suédois s'efforce de maintenir le siège de Nils Torvalds qui ne se représente pas. L'actuelle présidente du parti et ministre de longue date Anna-Maja Henriksson et l'ancienne ministre Eva Biaudet se présentent dans l'espoir que le parti puisse obtenir plus de 5 % des voix qu'il lui faudrait pour garantir sa présence au Parlement européen.

Les Chrétiens démocrates et le mouvement Liike Nyt présenteront une liste commune. Les Chrétiens-démocrates qui ont déjà été représentés au Parlement européen, n'y ont plus d'élus depuis deux élections. Eija-Riitta Korhola qui a déjà représenté ce parti, mais également la Coalition nationale, au Parlement européen, brigue un mandat. Hjallis Harkimo pourrait se présenter pour briguer l'un des deux sièges qui sont l'objectif de cette alliance électorale.

HS

Economie

Forte hausse du nombre de chômeurs en février

Le nombre de chômeurs a augmenté de 34 000 en février par rapport à l'année dernière, selon l'Office finlandais des statistiques.

Le chômage était en février de 7,8% de la population active, contre 6,7% en février 2023.

En février, on comptait au total 220 000 chômeurs âgés de 15 à 74 ans. Le chômage des hommes et des femmes a augmenté par rapport à l'année dernière. Le taux de chômage des hommes était de 8,9% en février, et l'augmentation par rapport à l'année dernière était de 0,9 point. Le taux de chômage des femmes a augmenté de 1,3 point pour atteindre 6,7% par rapport à février 2023.

Dans le même temps, le nombre de personnes âgés de 15 à 74 ans employées a augmenté de 11 000 en février par rapport à l'année dernière.

S'il y avait presque le même nombre d'hommes employés en février 2024 qu'en février 2023, c'est le nombre de femmes employées qui a augmenté le plus, de 9 000, par rapport à l'année dernière. Cependant, le taux d'emploi a diminué par rapport à il y a un an. Selon Statistics Finland, la part des personnes occupées âgées de 20 à 64 ans était de 76,9% en février, contre 77,7% en 2023. Au total, un peu moins de 2,6 millions de personnes étaient employées en février.

Henna Busk, économiste de Pellervo Taloustutkimus PTT, estime que l'emploi en Finlande est resté à un "niveau relativement bon" malgré la conjoncture.

"Les prévisions économiques sont constamment révisées à la baisse et la situation du marché du travail s'envenime. Pourtant, le taux d'emploi n'a pas diminué et l'augmentation des licenciements s'est arrêtée, même si le nombre de licenciements est plus élevé qu'il y a un an. De plus, la population en âge de travailler continue de croître", indique-t-elle dans le communiqué.

HS

Selon Etna, la reprise de l'économie finlandaise commencera à la fin de l'année - les perspectives à long terme sont incertaines

L'économie finlandaise se redressera progressivement à la fin de l'année, prédit l'Institut finlandais de recherche commerciale (Etna). Toutefois, la véritable reprise débutera l'année prochaine, lorsque la croissance de la consommation privée et des investissements s'accélérera. L'industrie exportatrice sera relancée par l'augmentation de la demande internationale, dont une grande partie proviendra de l'Allemagne et la Suède.

Selon Etna, en raison du mauvais début d'année, l'économie finlandaise connaîtra une croissance de 0,3% cette année et de 1,4% l'année prochaine.

Le principal risque pour la croissance économique réside dans les grèves qui ont débuté en mars. Selon Etna, c'est dans l'industrie forestière qu'ils causent le plus de dégâts.

La responsable des prévisions, Päivi Puonti, souligne toutefois qu'il est encore difficile d'estimer avec précision les pertes économiques nationales liées aux grèves.

Selon les prévisions, la construction, en baisse depuis longtemps, commencera également à reprendre l'année prochaine.

À plus long terme, la croissance de la productivité du travail restant modeste et le vieillissement de la population accroissant les dépenses des finances publiques, la croissance économique devrait rester inférieure à 2 %. C'est pourquoi Etna estime que la dette des finances publiques par rapport au produit intérieur brut atteindra 81 % en 2026.

"La croissance économique à long terme n'est en aucun cas suffisante pour réduire l'endettement des finances publiques. Par conséquent, les revenus et les dépenses doivent être équilibrés, en tenant compte des effets des actions sur la croissance économique à long terme", déclare Puonti. Selon Etna, le gouvernement devrait abandonner ou réduire son programme d'investissement de quatre milliards d'euros, dont les attentes en matière de rendement sont faibles.

Malgré la récession, le chômage n'augmente cependant pas de manière significative.

Etna prévoit que le taux de chômage sera de 7,4%, contre 7,2% l'année dernière.

Selon les prévisions, le taux d'emploi atteindra 78,1% cette année et 79,2% l'année prochaine.

HS

EK et EastCham Finlande ouvrent un bureau à Kiev

La Confédération finlandaise des entreprises EK et la Chambre de commerce EastCham Finlande ouvrent un bureau commun à Kiev. Le bureau aidera les entreprises finlandaises à s'impliquer dans des projets de reconstruction et sur le marché ukrainien.

La mission du bureau est de fournir aux entreprises des informations sur le marché ukrainien et son environnement opérationnel. Il aidera à trouver des partenaires locaux et fournira des informations sur les projets de reconstruction et le financement en Ukraine.

C'est Olena Kutsai qui prendra ses fonctions de chef du bureau début avril.

Selon Jyri Häkämies, PDG d'EK, l'ouverture du bureau de Kiev est importante pour impliquer les entreprises finlandaises dans la reconstruction de l'Ukraine.

Selon Jaana Rekolainen, PDG d'EastCham Finlande, les entreprises finlandaises disposent du savoir-faire et de la technologie susceptibles de répondre aux besoins de l'Ukraine.

EastCham Finland est la chambre de commerce internationale qui soutient les entreprises finlandaises sur les marchés d'Ukraine, d'Asie centrale et du Caucase du Sud.

L'année dernière, les exportations finlandaises de marchandises vers l'Ukraine ont dépassé 160 millions d'euros, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à l'année précédente. Avant le début de la guerre d'agression russe, les exportations finlandaises de marchandises vers l'Ukraine s'élevaient à environ 200 millions d'euros par an.

Selon EastCham Finland, 20 à 30 entreprises finlandaises opèrent actuellement en Ukraine.

HS

Sami – Peuple autochtone

Le colonialisme dans la législation finlandaise menace le peuple sami

Lorsque les colons ont occupé les pâturages des rennes samis à *Enontekiö*, les Samis de la région l'ont payé de leur vie. Les colons finlandais ont volé les rennes et tué quatre Samis ; les autres se sont enfuis.

Ce crime perpétré à Ounastunturi au cours de la première décennie du XXe siècle représente le point culminant du conflit entre les éleveurs de rennes finlandais et samis. Un conflit qui n'est toujours pas résolu, mais a été cimenté par la loi finlandaise sur l'élevage des rennes depuis 1931.

« Les Sami ont souffert de persécutions et d'un colonialisme rampant. Les Finlandais n'en sont pas suffisamment conscients. Ils ne comprennent pas tout ce que les Samis et leurs familles ont déjà perdu », explique *Anne-Maria Magga*, chercheuse et éleveuse de rennes.

Sa thèse montre que les Sami ont suivi leurs propres règles pendant des siècles et les ont transmises oralement, bien avant l'arrivée des colons. L'élevage de rennes par les Samis suit le même système depuis des siècles. Tous les éleveurs de rennes font partie d'une petite famille ou d'un groupe de parents, un *siida*, comme on l'appelle en sami du Nord. Chaque *siida* gère ses rennes ensemble.

Les Samis menaient autrefois une vie nomade. Dans les régions de *Sápmi* où ils pratiquaient l'élevage de rennes à grande échelle, comme dans la région d'Enontekiö, chaque *siida* était gardée dans une zone étendue. Les rennes étaient gardés à l'intérieur des terres en hiver et sur la côte en été.

Cette situation a perduré jusqu'en 1852, date à laquelle le Grand-Duché de Finlande a contraint les Samis à élever leurs rennes en Finlande ou en Norvège. Il était interdit de franchir la frontière.

Le revers suivant est survenu en 1889, lorsque la frontière entre la Suède et la Finlande a également été fermée et que chaque Sami est devenu contribuable dans l'un ou l'autre pays.

En 1900, le Sénat a ordonné à tous les éleveurs de rennes de former des associations de pâturage. La Finlande a mené une politique d'assimilation brutale pour fixer les Samis et éradiquer leur culture et leurs communautés. Depuis sa création en 1931, la loi sur l'élevage des rennes n'a jamais reconnu le système de *siida* ni les spécificités de l'élevage des rennes samis.

Le système de *siida* et la loi sur l'élevage des rennes sont en pratique incompatibles. Les Sami sont minoritaires au sein de l'Association des éleveurs de rennes, qui gère l'élevage des rennes. Les deux systèmes se heurtent. Alors que les Sami veulent éviter la surexploitation dans leur *siida*, les Finlandais de la même communauté d'éleveurs de rennes peuvent laisser leurs rennes paître où et quand ils le souhaitent.

L'identité sami est forte lorsque chaque *siida* est liée par des liens familiaux. Les lois finlandaises sur le pâturage des rennes sont différentes, car n'importe qui peut devenir éleveur de rennes.

Ce phénomène est propre à la Finlande. En effet, les Finlandais pratiquaient l'élevage de rennes dans le sud de la Laponie, en dehors des régions samies, bien avant que les colons n'entrent en concurrence avec les Samis dans le nord. En Suède et en Norvège, la loi protège le droit exclusif des Samis à l'élevage des rennes. En Finlande, elle ne reconnaît même pas l'acquis sami.

Les Sami demandent depuis longtemps que la loi finlandaise sur l'élevage des rennes reconnaisse le système de *siida*. Cependant, le gouvernement de Petteri Orpo n'envisage pas de réformer cette loi.

Si le Parlement respecte son agenda, une révision de la loi sur le Parlement sami entrera en vigueur le 1er juillet afin de renforcer le droit des Samis à l'autodétermination.

Mais selon Magga c'est la loi sur l'élevage des rennes qui devrait être revue. Si les Samis ne peuvent pas gérer leurs pâturages dans des conditions raisonnables, le seul peuple autochtone d'Europe ne pourra pas préserver sa culture à long terme. Il existe également de nouvelles menaces, telles que la prospection de minerais liée au l'essor des mines.

Dans ce cas, le tribunal administratif peut examiner si les plans d'exploitation minière auraient un impact excessif sur le pâturage des rennes. Cependant, comme on ne reconnaît pas le système de siida, on s'appuie sur la loi sur le pâturage des rennes, et non sur le système des siida.

HBL/13

Démographie

Le taux de natalité est en forte baisse – on ne sait pas vraiment pourquoi

Il y a vingt ans, la Finlande était considérée comme un pays modèle, tant en termes de taux de natalité que de travail des mères. La politique familiale finlandaise était saluée, voire copiée, notamment pour ses longs congés de maternité et jardins d'enfants. Mais cela n'a pas aidé. Même en Finlande, le taux de natalité a diminué d'un tiers depuis 2010.

En janvier, le Financial Times a interviewé Anna Rotkirch, professeure-chercheuse à Väestöliitto (planning familial finlandais).

Le journal voulait savoir pourquoi la baisse mondiale de la natalité avait frappé si durement la Finlande. Le titre de l'article en dit long : Ce qui est étrange avec les naissances, c'est que personne ne sait ce qui se passe.

"Le changement qui se produit actuellement dans presque tous les pays du monde est radical", déclare Rotkirch. Rotkirch affirme que le taux de natalité diminue presque partout en Europe, quelle que soit la politique familiale pratiquée dans les différents pays. Même les politiques familiales des gouvernements qui promeuvent les valeurs conservatrices ne changent pas la donne. Le taux de natalité diminue même en Iran, souligne Rotkirch.

La baisse actuelle du taux de natalité semble être principalement due au fait que moins de premiers-nés naissent. En Finlande, la diminution du nombre de premiers-nés explique jusqu'aux trois quarts la baisse du taux de natalité, explique Rotkirch.

Le nombre de premiers-nés est absolument déterminant, car ce sont eux qui naissent le plus. Le moment de la naissance du premier enfant affecte la probabilité d'en avoir un deuxième, un troisième et un quatrième. "C'est pourquoi cela vaut la peine d'investir dans les premiers-nés. Dans le même temps, il est important de rappeler qu'il existe encore en Finlande de nombreuses mères qui ont au moins trois enfants. Un quart des femmes donnent naissance à la moitié des enfants. La contribution des familles nombreuses reste donc essentielle. »

Dans les pays nordiques, le taux de natalité est affecté par l'incertitude financière, le coût du logement, l'absence de conjoint et le chômage, ainsi que par la politique familiale de l'État.

Mais aucune de ces raisons n'a changé fondamentalement au point d'expliquer la forte baisse du taux de natalité qui a commencé en Finlande en 2011, explique Rotkirch.

Une explication pourrait être qu'au cours de la dernière décennie, l'utilisation des smartphones et des réseaux sociaux a commencé à se développer de manière exponentielle.

"Par exemple, nous savons grâce à des études que cela a affecté la polarisation politique, et nous savons que la polarisation a affecté le taux de natalité."

L'utilisation croissante des smartphones affaiblit les relations, et des relations plus faibles qu'auparavant ne conduisent pas à des enfants, déclare Rotkirch.

Une étude récente de l'Université de Turku montre que, si dans le passé, la première cohabitation de jeunes adultes finlandais aboutissait probablement au mariage ou à la naissance d'enfants, aujourd'hui elle finit désormais majoritairement par une séparation.

La natalité est également rendue plus difficile par l'importance croissante accordée au travail et à la carrière, explique Rotkirch. Dans une culture axée sur l'individu, on ne peut pas être sûr du soutien des autres, et aucune réussite professionnelle n'est suffisante. "Cela n'encourage pas les relations humaines durables. »

L'âge moyen des mères pour la première fois est assez élevé en Finlande, 29,6 ans, et l'âge moyen des mères donnant naissance à tous les enfants est de 32 ans.

Pour les jeunes femmes, devenir mère conférait autrefois une sorte de statut social, même si elles n'avaient ni travail ni éducation. Aujourd'hui, cela semble avoir disparu, dit Rotkirch.

"L'enfant est considéré comme un bloc d'incertitude supplémentaire, alors qu'avant il faisait partie de l'identité et du statut."

D'un autre côté, les exigences en matière de responsabilité parentale semblent également avoir augmenté, explique Rotkirch. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que la majorité des mères en Finlande et dans les pays nordiques ont fait des études supérieures.

"Nous pensons que ce n'est que lorsque l'on a une carrière, un appartement et que tout est en ordre qu'avoir un enfant est comme la cerise sur le gâteau."

Selon Rotkirch, les femmes ont depuis longtemps abandonné l'illusion selon laquelle la vie devrait être construite avec un soutien de famille masculin.

Le statut social repose également de plus en plus sur la vie professionnelle, et la parentalité n'y est plus centrale. « D'abord, j'étudie et je travaille, je trouve un emploi et je travaille, je trouve un conjoint, et ensuite les enfants viennent peut-être en dernier", tel est le mode de pensée actuel des jeunes adultes selon Rotkirch.

Rotkirch trouve étrange que l'on parle souvent de la baisse de la natalité comme s'il s'agissait d'un problème des femmes, alors que l'infertilité touche plus souvent les hommes.

Plus d'une femme finlandaise sur cinq n'a pas d'enfant à la quarantaine. Pour les hommes, c'est bien plus élevé encore : plus de 30%.

Pour que les hommes aient des enfants, ils doivent d'abord vouloir une relation, puis des enfants.

Le Baromètre de Väestöliitto montre que le plus grand nombre d'hommes volontairement sans enfants sont ceux qui vivent en ville et ont peu d'éducation. Il y a aussi dans la région de la capitale des hommes très instruits qui ne veulent pas d'enfants. De même, parmi les hommes, il y a plus d'hommes qui ne savent pas comment la fertilité d'une femme affecte le fait d'avoir des enfants.

"Beaucoup d'hommes qui ont 40 ans peuvent dire qu'ils veulent encore attendre avant d'avoir des enfants", explique Rotkirch qui pense que ces hommes vivent une sorte de jeunesse prolongée, où la paternité nécessiterait une sorte d'acte de foi plus grand que nature. "Avoir un enfant est considéré comme une grande étape. Les hommes retardent leur décision. »

"Il faut leur expliquer que la vie ne s'arrête pas avec les enfants. Tout le monde ne s'en rend pas compte. »

Rotkirch ne croit pas que la baisse continue de la natalité puisse être corrigée par de petites améliorations, par exemple en prolongeant le congé parental d'un mois ou deux.

Elle investirait d'abord dans la sensibilisation à la fertilité et aux questions proches du moment de la naissance : la santé sexuelle et reproductive, le niveau des maternités et le bien-être des familles avec bébés et des mères.

Au final, Rotkirch parle de grandes questions existentielles auxquelles elle n'a pas de réponse.

"Les nouvelles générations devront probablement découvrir par elles-mêmes à quoi ressemble l'idéal d'un mode de vie véritablement durable au cours de ce siècle et comment les enfants en font partie."

Selon Rotkirch, l'un des problèmes en matière de politique démographique est la xénophobie et le racisme. La baisse du taux de natalité devrait être corrigée par l'immigration. Mais on accuse les immigrants à tort de vivre des aides sociales alors que leur ratio actifs/inactifs est déjà meilleur que celui des personnes d'origine finlandaise. "Oui, notre population change progressivement, comme cela s'est souvent produit auparavant dans l'histoire. Cependant, cela n'est pas dû à une quelconque conspiration, mais au fait que les hommes de langue finnoise, en particulier, ont si peu d'enfants. Si c'est un problème pour certains, il ne faut pas blâmer les autres. »

A la fin de l'entretien avec le Financial Times, Rotkirch a expliqué pourquoi lui-même n'aimerait pas vivre dans une société composée de personnes âgées et solitaires.

"C'est bien triste si notre mode de vie est d'être seul devant des écrans, sans sexe, sans relations stables, sans enfants".

HS